

## FRANSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FRANÇAISE

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 110

[S - C - 2000/29461]

**12 DECEMBRE 2000. — Décret-programme portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement et les bâtiments scolaires (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions relatives aux Fonds budgétaires*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Les points 13, 14, 15 et 46 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française sont modifiés selon le tableau joint en annexe I au présent décret.

§ 2. Un point 47 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française selon le tableau joint en annexe II au présent décret.

§ 3. Un point 48 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, selon le tableau joint en annexe III au présent décret.

§ 4. Des points 49 et 50 sont ajoutés au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, selon le tableau joint en annexe IV au présent décret.

*CHAPITRE II. — Dispositions relatives à l'enseignement**Section 1<sup>re</sup>. — Modification à la législation de l'enseignement*

**Art. 2.** Dans l'article 32, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, est ajouté un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier, hors enseignement universitaire, hors enseignement supérieur organisé dans les hautes écoles, est fixé pour l'année scolaire 2000-2001 au montant accordé pour l'année scolaire 1999-2000, tel qu'il a été établi sur la base de l'article 2 du décret-programme du 23 décembre 1999 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement, l'enfance et les fonds structurels, augmenté de 1,5 % . »

**Art. 3.** Dans l'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, est ajouté un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, c) et d), le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 2000-2001, au montant accordé pour l'année scolaire 1999-2000, tel qu'il a été établi sur la base de l'article 2 du décret-programme du 23 décembre 1999 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement, l'enfance et les fonds structurels, augmenté de 1,5 % . »

**Art. 4.** Les crédits de fonctionnement des écoles et des institutions d'enseignement de la Communauté française, autres qu'universitaires et autres qu'enseignement supérieur organisé dans les hautes écoles sont augmentés sur la même base que l'augmentation des subventions visées à l'article 32, §§ 3, alinéa 2, 3<sup>bis</sup>, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et à l'article 52, alinéa 2, de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux.

**Art. 5.** Dans l'article 6 de l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986, portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement alloués à l'enseignement subventionné, modifié par les décrets du 9 novembre 1990, 20 décembre 1995, 25 juillet 1996, 27 octobre 1997, 17 juillet 1998 et 23 décembre 1999, les termes « ... à l'exception de l'article 1<sup>er</sup>, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001... » sont remplacés par les termes « ... à l'exception de l'article 1<sup>er</sup>, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002... »

*Section 2. — Modification du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

**Art. 6.** Dans l'article 21bis du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, inséré par décret du 10 avril 1995, sont ajoutés deux nouveaux alinéas libellés comme suit :

« Le Gouvernement fixe annuellement un nombre de périodes-professeurs supplémentaires au nombre de périodes-professeurs attribuées à l'Ecole internationale du Shape en application du présent décret.

La fixation du nombre de périodes-professeurs supplémentaires visé à l'alinéa 2 doit dépendre des besoins spécifiques de l'Ecole internationale du Shape, section belge, liés à la présence d'élèves de nationalité autre que belge dans cette école, sans que ce nombre ne puisse excéder 100 périodes-professeurs. »

*Section 3. — Modification du décret-programme du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel*

**Art. 7.** L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 23 du décret-programme du 25 juillet 1996 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'allocation de fin d'année due en vertu de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, sera payée dans le courant du mois de décembre de l'année civile considérée. »

*Section 4. — Modification du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 8.** Dans l'article 9, alinéa 3, du décret du 9 septembre 1996, complété par décret du 23 décembre 1999 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, est ajouté un 3°, libellé comme suit :

« 3° durant les années budgétaires 2000 et 2001, les augmentations du pécule de vacances et de l'allocation de fin d'année. »

*Section 5. — Modification du décret du 20 juillet 2000  
portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement supérieur*

**Art. 9.** L'article 28, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 juillet 2000 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Les bourses sont accessibles aux titulaires d'un diplôme visé à l'article 6, § 2, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques.

Les bourses sont également accessibles aux personnes qui ont obtenu un diplôme ou certificat d'études étranger reconnu équivalent au diplôme visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> en application de l'article 36 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques. »

*CHAPITRE III. — Disposition relative aux bâtiments scolaires*

**Art. 10.** Dans l'article 7 du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française, les mots « et 2000. » sont remplacés par les mots « , 2000 et 2001. ».

*CHAPITRE IV. — Disposition finale*

**Art. 11.** Les articles 1<sup>er</sup>, §§ 3 et 4, 8 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Les articles 2 à 5 et 9 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> septembre 2000.

Les articles 6 et 7 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> décembre 2000.

Les articles 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 10 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

La date d'entrée en vigueur de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, sera fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 12 décembre 2000.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
W. TAMINIAUX

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL.

---

Note

(1) *Session 2000-2001.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret-programme, n° 130-1. — Amendements de commission, n° 130-2. — Avis des commissions, n°s 130-3 et 4. — Rapport, n° 130-5. — Amendements de séance, n° 130-6.

*Comptes rendus intégraux.* — Discussion. Séances des 11 et 12 décembre 2000. — Adoption. Séance du 12 décembre 2000.

Annexe I du projet de décret-programme  
portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement et les bâtiments scolaires

	Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
13.	Fonds d'exploitation du Centre culturel « Marcel Hicter » à la Marlagne (C)	Recettes provenant de la location et de l'hébergement des stagiaires participant à des colloques, des séminaires	Frais de fonctionnement et d'investissements du Centre
14.	Fonds d'exploitation du Centre de formation socio-culturelle de Rossignol (C)	Recettes provenant de la location des locaux et de l'hébergement des stagiaires participant à des formations, des colloques	Frais de fonctionnement et d'investissements du Centre
15.	Fonds d'exploitation du Centre de formation socio-culturelle de Séroule (C)	Recettes provenant de la location des locaux et de l'hébergement des stagiaires participant à des colloques, des séminaires	Frais de fonctionnement et d'investissements du Centre
46.	Fonds relatif aux interventions des Régions (A)	Interventions des Régions en faveur de programmes en relation avec l'enseignement supérieur	Réalisations de programmes en relation avec l'enseignement supérieur

Annexe II du projet de décret-programme  
portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement et les bâtiments scolaires

	Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
47.	Fonds de la création cinématographique et audiovisuelle (A)	Recettes provenant de la contribution des distributeurs	Financement de la création cinématographique audiovisuelle en Communauté française

Annexe III du projet de décret-programme  
portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement et les bâtiments scolaires

	Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
48.	Fonds pour l'équipement des écoles de promotion sociale (A)	Recettes provenant de la convention cadre conclue entre le FOREM et l'ORBEM et l'enseignement de promotion sociale	Acquisition du matériel nécessaire à l'organisation de formations

Annexe IV du projet de décret-programme  
portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement et les bâtiments scolaires

	Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
49.	Fonds destiné aux rémunérations des agents subventionnés dans le cadre du Plan « Rosetta » en exécution de l'accord de coopération avec la Région wallonne relatif à la convention de premier emploi (B)	Remboursement des rémunérations et des cotisations sociales patronales par la Région wallonne conformément à l'accord de coopération	Traitements des agents « Rosetta »
50.	Fonds destiné aux rémunérations des agents subventionnés dans le cadre du Plan « Rosetta » en exécution de l'accord de coopération avec l'Etat fédéral relatif à la convention de premier emploi (B)	Remboursement des rémunérations et des cotisations sociales patronales par l'Etat fédéral conformément à l'accord de coopération	Traitements des agents « Rosetta »

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 110

[C — 2000/29461]

**12 DECEMBER 2000. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het onderwijs en de schoolgebouwen (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

*HOOFDSTUK I. — Bepalingen aangaande de Begrotingsfondsen*

**Artikel 1.** § 1. Punten 13, 14, 15 en 46 van de tabel die als bijlage gaat bij het decreet van 27 oktober 1997 aangaande de begrotingsfondsen die vermeld staan op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap worden gewijzigd volgens de tabel die als bijlage I bij dit decreet gaat.

§ 2. Er wordt een punt 47 toegevoegd aan de tabel die als bijlage gaat bij het decreet van 27 oktober 1997 aangaande de begrotingsfondsen die vermeld staan op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap en dit volgens de tabel die als bijlage II bij dit decreet gaat.

§ 3. Er wordt een punt 48 toegevoegd aan de tabel die als bijlage gaat bij het decreet van 27 oktober 1997 aangaande de begrotingsfondsen die vermeld staan op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap en dit volgens de tabel die als bijlage III bij dit decreet gaat.

§ 4. Er worden een punt 49 en 50 toegevoegd aan de tabel die als bijlage gaat bij het decreet van 27 oktober 1997 aangaande de begrotingsfondsen die vermeld staan op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap en dit volgens de tabel die als bijlage IV bij dit decreet gaat.

*HOOFDSTUK II. — Bepalingen aangaande het onderwijs**Afdeling 1. — Wijziging van de onderwijswetgeving*

**Art. 2.** In artikel 32, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het eerste lid wordt het bedrag van de werkingstoelagen toegekend per regelmatig leerling, buiten het universitair onderwijs, buiten het hoger onderwijs ingericht in de hogescholen, voor het schooljaar 2000-2001 vastgelegd op het bedrag dat is toegekend voor het schooljaar 1999-2000, zoals bepaald op grond van artikel 2 van het programmadecreet van 23 december 1999 houdende diverse maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het onderwijs, het kindertelzijn en de structuurfondsen, verhoogd met 1,5 % . »

**Art. 3.** In artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot organisatie van de psycho-medisch-sociale centra wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het eerste lid, *c)* en *d)*, wordt het bedrag van de toelagen, voor het schooljaar 2000-2001, vastgelegd op het bedrag dat is toegekend voor het schooljaar 1999-2000, zoals bepaald op grond van artikel 2 van het programmadecreet van 23 december 1999 houdende diverse maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het onderwijs, het kindertelzijn en de structuurfondsen, verhoogd met 1,5 % . »

**Art. 4.** De werkingskredieten van de scholen en onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap, uitgezonderd de universiteiten en het hoger onderwijs ingericht in hogescholen, worden verhoogd op dezelfde basis als de verhoging van de toelagen bedoeld in artikel 32, §§ 3, tweede lid, *3bis*, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en in artikel 52, tweede lid, van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot organisatie van de psycho-medisch-sociale centra.

**Art. 5.** In artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986 inzake de bepalingen met betrekking tot de werkingstoelagen toegekend aan het gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd door de decreten van 9 november 1990, 20 december 1995, 25 juli 1996, 27 oktober 1997, 17 juli 1998 en 23 december 1999, worden de woorden « ... met uitzondering van artikel 1, dat in werking treedt op 1 januari 2001... » vervangen door de woorden « ... met uitzondering van artikel 1, dat in werking treedt op 1 januari 2002... ».

*Afdeling 2. — Wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

**Art. 6.** In artikel 21bis van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, ingevoegd door het decreet van 10 april 1995, worden twee nieuwe leden ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt jaarlijks, krachtens dit decreet, een aantal lestijden-leraars bovenop het aantal lestijden-leraars toegekend aan de internationale School van de SHAPE.

De vaststelling van dit in het tweede lid bedoeld aantal bijkomende lestijden-leraars moet afhangen van de specifieke behoeften van de internationale School van de SHAPE, Belgische afdeling, gekoppeld aan de aanwezigheid op deze school van leerlingen die een andere nationaliteit hebben dan de Belgische, zonder dat dit aantal meer mag bedragen dan 100 lestijden-leraars. »

*Afdeling 3. — Wijziging van het programmadecreet van 25 juli 1996 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, de schoolgebouwen, het onderwijs en de audiovisuele sector*

**Art. 7.** Het eerste lid van artikel 23 van het programmadecreet van 25 juli 1996 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, de schoolgebouwen, het onderwijs en de audiovisuele sector wordt vervangen door het volgende lid :

« De eindejaarstoelage die verschuldigd is krachtens het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 tot toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige houders van een bezoldigd ambt ten laste van de Schatkist, zal worden uitbetaald tijdens de maand december van het desbetreffend kalenderjaar. »

*Afdeling 4. — Wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

**Art. 8.** In artikel 9, derde lid, van het decreet van 9 september 1996, aangevuld door het decreet van 23 december 1999 betreffende de financiering van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt een 3° toegevoegd, luidend als volgt :

« 3° tijdens de begrotingsjaren 2000 en 2001, de verhogingen van het vakantiegeld en van de eindejaarstoelage. »

*Afdeling 5. — Wijziging van het decreet van 20 juli 2000 houdende diverse dringende maatregelen inzake het hoger onderwijs*

**Art. 9.** Artikel 28, § 1, van het decreet van 20 juli 2000 houdende diverse dringende maatregelen inzake het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De beurzen zijn toegankelijk voor de houders van een diploma bedoeld in artikel 6, § 2, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden.

De beurzen zijn eveneens toegankelijk voor de personen die een buitenlands diploma of studiegetuigschrift hebben dat is gelijkwaardig is bevonden aan het diploma bedoeld in het eerste lid krachtens artikel 36 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden. »

HOOFDSTUK III. — *Bepaling aangaande de schoolgebouwen*

**Art. 10.** In artikel 7 van het decreet van 24 juni 1996 betreffende het spoedprogramma voor de schoolgebouwen van het basisonderwijs en het secundair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden « en 2000. » vervangen door de woorden « , 2000 en 2001. »

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

**Art. 11.** Artikelen 1, §§ 3 en 4, en 8 treden in werking op 1 januari 2000.

Artikelen 2 tot 5 en 9 treden in werking op 1 september 2000.

Artikelen 6 en 7 treden in werking op 1 december 2000.

Artikelen 1, § 1, en 10 treden in werking op 1 januari 2001.

De datum voor de inwerkingtreding van artikel 1, § 2, wordt door de Regering bepaald.

Verklaren dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 12 december 2000.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager Onderwijs, het onthaal en de opdrachten aan ONE,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Jeugd- en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL.

—  
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerp van programmadecreet, nr. 130-1. — Amendementen van de commissie, nr. 130-2. — Advies van de commissies, nrs. 130-3 en 4. — Verslag, nr. 130-5. — Amendementen in de zitting, nr. 130-6.

*Integrale verslagen.* — Bespreking. Zittingen van 11 en 12 december 2000. — Aanneming. Zitting van 12 december 2000.

Bijlage I van het ontwerp van programmadecreet  
houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het onderwijs en de schoolgebouwen

	Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de aangewende inkomsten	Bestemming van de toegelaten uitgaven
13.	Fonds voor de uitbating van het Cultureel Centrum « Marcel Hicter » te Marlagne (C)	Inkomsten uit de verhuur en het verblijf van stagiairs die deelnemen aan colloquia en seminaries	Werkings- en investeringskosten van het Centrum
14.	Fonds voor de uitbating van het Centrum voor socioculturele vorming te Rossignol (C)	Inkomsten uit de verhuur van lokalen en het verblijf van stagiairs die deelnemen aan opleidingen en colloquia	Werkings- en investeringskosten van het Centrum
15.	Fonds voor de uitbating van het Centrum voor socioculturele vorming te Séroule (C)	Inkomsten uit de verhuur van lokalen en het verblijf van stagiairs die deelnemen aan colloquia en seminaries	Werkings- en investeringskosten van het Centrum
46.	Fonds met betrekking tot de interventies van de Gewesten (A)	Interventies van de Gewesten ten voordele van programma's voor het hoger onderwijs	Uitvoering van programma's voor het hoger onderwijs

Bijlage II van het ontwerp van programmadecreet  
houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het onderwijs en de schoolgebouwen

	Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de aangewende inkomsten	Bestemming van de toegelaten uitgaven
47.	Fonds voor de cinematografische en audiovisuele productie (A)	Inkomsten uit de bijdragen van de verdelers	Financiering van de cinematografische en audiovisuele productie in de Franse Gemeenschap

Bijlage III van het ontwerp van programmadecreet  
houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het onderwijs en de schoolgebouwen

	Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de aangewende inkomsten	Bestemming van de toegelaten uitgaven
48.	Fonds voor de uitrusting van de scholen voor sociale promotie	Inkomsten uit het kaderakkoord tussen de FOREm en de BGDA en het onderwijs voor sociale promotie	Aankoop van het materieel nodig voor de organisatie van de opleidingen

Bijlage IV van het ontwerp van programmadecreet  
houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het onderwijs en de schoolgebouwen

	Benaming van het Begrotingsfonds	Aard van de aangewende inkomsten	Bestemming van de toegelaten uitgaven
49.	Fonds voor de bezoldigingen van de ambtenaren gesubsidieerd in het raam van het Rosetta-plan in uitvoering van het samenwerkingsakkoord met het Waals Gewest betreffende het startbanenplan (A)	Terugbetaling van de vergoedingen en werkgeversbijdragen door het Waals Gewest overeenkomstig het samenwerkingsakkoord	Lonen van de 'Rosetta'-ambtenaren
50.	Fonds voor de bezoldigingen van de ambtenaren gesubsidieerd in het raam van het Rosetta-plan in uitvoering van het samenwerkingsakkoord met de federale overheid betreffende het startbanenplan (A)	Terugbetaling van de vergoedingen en werkgeversbijdragen door de federale overheid overeenkomstig het samenwerkingsakkoord	Lonen van de 'Rosetta'-ambtenaren